

Note sur la situation économique

lundi 29 décembre 2008, par [KHALFA Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 28 décembre 2008).

La crise financière, qui n'est probablement pas terminée, s'est transformée en récession et certains instituts économiques prévoient qu'en 2009 le PIB mondial devrait reculer pour la première fois depuis le début de la décennie 1950. Les plans sociaux se multiplient à un rythme rarement vu. En France, l'automobile, le bâtiment et les travaux publics, la métallurgie, l'industrie chimique et pharmaceutique sont les secteurs les plus touchés. Si les licenciements ont commencé par les intérimaires et dans les entreprises sous-traitantes, ce sont maintenant les firmes donneuses d'ordre qui sont touchées.

Plusieurs mécanismes sont à l'œuvre. La crise financière a abouti à une crise du crédit. D'abord du crédit interbancaire : les banques refusent de se prêter de l'argent pour leurs opérations courantes de peur de ne jamais pouvoir récupérer leurs fonds car elles ne savent pas quelle est l'exposition de leurs consoeurs aux valeurs titrisées douteuses. Cette contraction du crédit interbancaire entraîne celle du crédit pour les particuliers, qui consomment donc moins et achètent moins de biens durables, et pour les entreprises qui voit le coût de leur financement augmenter. Les banques refusent d'autant plus de prêter de l'argent qu'elles anticipent un ralentissement de l'activité... qu'elles accélèrent ainsi par leur attitude.

Cette crise du crédit n'est pas une crise de liquidité, mais une crise de disponibilité de la liquidité liée à l'aversion pour le risque. En Europe, les banques déposent à la Banque centrale européenne (BCE) des centaines de milliards d'euros qui sont ainsi sécurisées et rémunérées. Dans cette situation, le risque majeur est maintenant celui de la déflation, c'est-à-dire le cumul simultané de la baisse de l'activité économique et de la demande intérieure, de la baisse des prix et des salaires. S'instaurerait ainsi une spirale dépressive longue dont il serait très difficile de sortir. Si c'est aux Etats-Unis, épice de la crise, que cette tendance est la plus marquée - les prix ont chuté de 1 % en octobre et de 1,7 % en novembre -, elle est cependant présente aussi dans l'Union européenne (UE). Le seul élément positif, dans cette situation, est, pour le moment, l'incapacité pour le patronat de faire baisser les salaires réels - ce que les économistes appellent « la rigidité des salaires à la baisse » -, ce qui limite les pressions déflationnistes.

Au-delà de ces mécanismes, l'attitude des entreprises, notamment les plus grosses, rajoute à la gravité de la situation. Pour un certain nombre de firmes, la crise est l'occasion d'accélérer des restructurations déjà prévues pour accroître leur rentabilité, conserver ainsi des taux de profit élevé malgré la crise et continuer à créer « de la valeur pour l'actionnaire », c'est-à-dire leur verser de forts dividendes.

En France, les orientations du gouvernement français et de l'UE expriment fondamentalement leur refus de rompre avec les orientations antérieures. Les gouvernements ont décidé, à juste titre, de sauver le système bancaire. Mais cela s'est fait, dans la pratique, sans contrepartie aucune et les banques ont continué à se comporter comme auparavant. Le plan de relance français ne relancera rien. Il s'agit, pour l'essentiel, de cadeaux aux entreprises sans aucun effet d'entraînement de l'activité économique : 11 milliards € d'avances de trésorerie en 2009 anticipant divers remboursements aux entreprises, 3 milliards pour les cadeaux fiscaux divers et une nouvelle exonération de cotisations sociales pour les entreprises de moins de 10 salariées. L'investissement public prévu, 5,5 milliards d'€ en 2009, correspond simplement à une anticipation d'investissements

déjà programmé. Les mesures prises en faveur de l'automobile ne s'accompagnent d'aucune obligation sociale, ni même de discussion sur la stratégie menée par ces groupes. L'annonce de la construction de 70 000 logements sociaux supplémentaires est notoirement insuffisante alors que des millions de personnes sont aujourd'hui à la recherche d'un logement décent. Un véritable plan d'investissement public de construction de logements et d'aide à la rénovation écologique des logements anciens aurait été nécessaire.

Mais surtout il s'agit d'un plan reposant sur une erreur de diagnostic. En voulant prioriser l'investissement des entreprises, le président de la République n'a pas l'air de comprendre que les entreprises n'investissent que si elles anticipent des débouchés possibles. La stagnation de l'investissement depuis des années, et maintenant son recul, s'explique par la faiblesse de la demande des ménages. La question du pouvoir d'achat est donc décisive. En refusant une politique volontariste d'augmentation forte des salaires et des minima sociaux, le président de la République fait, de fait, le choix de la récession. Le choix est identique en matière d'emploi. Face à l'accumulation des plans de licenciements et à la destruction massive d'emplois, le gouvernement ne préconise que le recours aux emplois aidés, n'envisage pas la création d'un fond patronal pour financer le chômage partiel. Pire, il ne remet en cause les mesures passées qui ont abouti à une augmentation très importante des chômeurs non indemnisés et une baisse du montant des indemnités chômage.

Le plan présenté par l'UE n'est en fait que l'addition de plans nationaux et aucune réelle politique économique commune, avec les moyens afférents, a été mise en place. Après avoir augmenté son taux d'intérêt au mois juillet 2008, alors même que la récession commençait à pointer son nez, la BCE l'a progressivement baissé à 2,5 %. Cette baisse reste cependant trop limitée alors même que la déflation menace. En effet, si l'inflation baisse plus vite que les taux d'intérêt, cela aboutit à une hausse des taux d'intérêt réels qui aggrave le recul de l'activité économique. Une fois la déflation installée, une baisse des taux d'intérêt n'a plus aucune efficacité économique (trappe à liquidité).

De plus, les parcours économiques entre les pays de zone euro sont aujourd'hui fortement divergents. La Grande-Bretagne, l'Espagne et l'Irlande ont adopté le même modèle que celui des Etats-Unis (croissance basée sur le surendettement des ménages) avec une forte intégration dans la finance mondiale de marché. L'Allemagne a imposé entre 1995 et 2006 une forte baisse des salaires réels, dopant ses exportations dans l'UE et déprimant sa demande intérieure. Les secteurs industriels structurants sont différents d'un pays à un autre. Une politique économique européenne coordonnée demande donc des moyens financiers qui n'existent pas aujourd'hui - le budget européen est à peine supérieure à 1 % du PIB de l'UE contre 25 % aux Etats-Unis -, et donc une volonté politique et les moyens institutionnels adéquats, toutes choses absentes.

Dans cette situation, chaque pays de l'UE peut être tenté par le chacun pour soi et un éclatement de la zone euro n'est pas totalement à exclure, ce d'autant plus que le dollar est en train de baisser très fortement. La forte hausse de l'Euro, alimentée entre autres par les taux d'intérêt trop élevés de la BCE, va peser considérablement sur les exportations hors zone euro et donc sur l'activité économique, accentuant les pressions déflationnistes. L'hétérogénéité de la zone euro a pour conséquence des réactions différenciées des économies nationales à la hausse de l'euro, aggravant encore les difficultés.

Sortir de la crise suppose de rompre fondamentalement avec le modèle économique néolibéral. Celui-ci reposait sur la baisse de la part des salaires dans le revenu national qui nourrissait la financiarisation. Cette baisse était compensée, plus ou moins fortement suivant les pays, par un recours au surendettement des ménages. Ce dernier, qui a été un des déclencheurs de la crise financière, ne peut plus perdurer. La seule voie de sortie est la mise en œuvre d'une autre répartition de la richesse produite qui peut commencer à se traduire par de réels plans de relance

coordonnés en vue de satisfaire les besoins sociaux et de mettre en œuvre les impératifs écologiques. Ce qui suppose l'imposer aux classes dominantes.

P.-S.

* Note écrite pour l'Union syndicale Solidaires.